

**Réponse de MCI WORLDCOM SA à la consultation publique de l'ART
concernant le marché de gros de terminaison d'appel vocal sur les réseaux
mobiles**

Paris le 27/5/2004

Affaire suivie par Laurent Papiernik
(tél 01 53 75 74 99, email laurent.papiernik@fr.mci.com)

Q1.1

MCI tient à souligner la qualité du document de consultation émis par l'ART. En particulier, le Chapitre 1 « Résumé » contient bon nombre de points que MCI a développé au cours de ces 6 dernières années relativement à la terminaison d'appel sur les réseaux mobiles.

Comme il sera détaillé plus loin dans ce document, les effets néfastes d'une non orientation vers coûts ont bien été cernés par l'ART. De plus la problématique des hérissons – ou plutôt l'aberration tarifaire sur laquelle elle repose – est pour la première fois saisie à bras le corps par l'Autorité.

Les surprofits réalisés sur la prestation de terminaison d'appel pourraient ne pas servir seulement à rétribuer les actionnaires de ces sociétés. Redistribuées sur une filiale ou maison mère dans le cas d'acteurs verticalement intégrés, ces transferts peuvent porter gravement atteinte aux concurrents.

Les remèdes proposés par l'Autorité sont dans l'ensemble adaptés à la préservation des intérêts des clients et de la concurrence sur le marché des services fixes de téléphonie.

Q2.1 : commentaires sur l'Introduction

L'horizon temporel 2004-2007 semble approprié car on peut raisonnablement anticiper sur cette échelle de temps à la fois les progrès technologiques, la pénétration de l'usage des mobiles, et enfin les consommations et habitudes des utilisateurs.

Le découpage géographique est adapté ; dans la suite de ce document MCI ne s'intéressera qu'à la métropole, n'étant que peu concernée par le trafic à destination des réseaux GSM des DOM. La seule remarque sur ces derniers est que la présélection doit s'appliquer à ce genre de trafic¹ et qu'ils doivent pouvoir s'identifier clairement par la numérotation utilisée.

La situation capitaliste des opérateurs concernés par cette consultation ne fait que confirmer les liens et donc la possibilité de transferts financiers entre activité de terminaison mobile et activité autre, comme par exemple la vente de produits de télécommunications fixes aux entreprises.

¹ Ce qui n'est semble-t-il pas le cas de Mayotte à cette date

MCI est d'avis, tout comme l'ART et comme bien d'autres autorités de concurrence en Europe, que la concurrence ne peut pas jouer au profit de l'appelant, car ce dernier devra *in fine* supporter la charge de terminaison d'appel fixée par l'opérateur appelé sans avoir aucun moyen de trouver un autre fournisseur pour ce service. Il y a donc lieu pour le régulateur d'intervenir afin de palier à cette « market failure ».

MCI a pu étudier et dans certains cas signer certaines conventions d'interconnexion avec des opérateurs mobiles. Dans bien des cas, et malgré nos efforts de négociation, il demeure des clauses qui devront être améliorées suite à la mise en œuvre du cadre réglementaire ; l'ancien cadre était en fait très peu loquace sur les obligations pesant sur ces opérateurs.

Notamment l'obligation de publier une offre de référence serait un progrès substantiel dans le sens d'une meilleure transparence tarifaire. De plus une orientation vers les coûts de toutes les prestations y figurant permettrait de bannir des tarifs abusivement élevés demandés au regard de tarifs analogues chez d'autres opérateurs².

Q3.1 : définition des marchés

IZA/EZA : MCI est d'accord avec la définition de marché, à savoir que ces deux niveaux d'accès sont en fait regroupés dans le même marché.

Hérissons : MCI tient à féliciter l'ART d'avoir su, pour la première fois, regarder en face la problématique des hérissons. Celle-ci prend naissance du fait de la distorsion tarifaire institué dès le lancement des offres GSM, où une prestation mobile vers mobile (à priori plus coûteuse qu'une prestation fixe vers mobile puisqu'elle sollicite deux fois l'interface radio) était vendue moins chère qu'une prestation de simple terminaison (une seule interface radio sollicitée). De plus, les opérateurs mobiles encourage pas cette tarification le gaspillage du spectre électromagnétique, domaine public hertzien et ressource rare par définition, qui doit être utilisé le plus efficacement possible.

L'existence de cette distorsion est entièrement du fait des opérateurs mobiles. Les conséquences et le préjudice de celle-ci doivent uniquement peser sur les opérateurs GSM pour ce qui concernera la sortie de cette situation malheureuse.

La substituabilité est possible pour deux types de clients à savoir les opérateurs mais aussi les clients finaux (particuliers ou entreprises)

- opérateurs : L'avantage financier tiré de l'installation de hérissons par un opérateur est correctement décrite par l'ART. Les prix de la minute indiqués p.30 sont réalistes et MCI a parfois rencontré des offres mobile mobile à environ 6 à 7 centimes par minute. Il existe d'ailleurs un marché de gros de la minute « hérissonnée » pour les opérateurs n'ayant pas déployé de telles installations mais souhaitant écouler du trafic au moyen de celles-ci. Le prix se situe aux alentours de 10 centimes par minute. Face à une terminaison d'environ 17 centimes par minute, il est clair que tout opérateur a intérêt à exercer cette substitution. Cependant, il est à noter que la qualité est moindre,

² pénétration, BPN, colocalisation etc...

mais qu'une part très importante (environ la moitié) du trafic fixe vers mobile d'un opérateur alternatif peut être amené à transiter par des hérissons. La substituabilité ne fait donc aucun doute dans ce cas.

- Client entreprise : certaines grandes entreprises se sont dotées de hérissons connectés directement à leur PABX. Profitant des offres très attractives des opérateurs mobiles espérant capter la flotte de mobiles de l'entreprise, les tarifs sont de l'ordre de 7 centimes par minute, tarifs très inférieurs aux 21 centimes constatés par l'ART pour le cas d'un appel ayant subi un routage standard. Une très grande partie du trafic des clients est ainsi détournée à la source par ces tarifs qu'on ne peut qualifier que de prédateurs.
- Client particulier : une grande partie des consommateurs préfèrent appeler les mobiles à partir de leur mobile, la consommation étant contenue dans leur forfait. Il serait utile de cerner mieux cette consommation afin de confirmer si la substituabilité est ici réelle.

Bill & Keep

Cette situation, au demeurant injuste et discriminatoire qu'une simple mise en demeure de l'ART suffirait à supprimer, étend l'intérêt de la mise en place des hérissons à l'ensemble des opérateurs GSM. Il suffit d'un seul abonnement mobile pour joindre à bon prix le réseau des autres. Sa suppression entraînerait la hausse du tarif vers les réseaux Off Net, ce qui pourrait décourager les clients d'utiliser des hérissons puisqu'ils devraient en déployer 3 types.

Pour les opérateurs par contre, l'intérêt demeure car les quantités de trafic justifie la spécialisation de telles machines spécialisées pour chaque réseau.

Dans la situation où le tarif « hérisson On Net » resterait inférieure au tarif d'interconnexion et que les tarifs Off Net seraient supérieurs, il existerait un risque de dépendance économique vis-à-vis des opérateurs mobiles, la concurrence ne pouvant plus jouer sur le tarif hérisson. Cette situation peut exposer les opérateurs à des menaces ou des représailles ciblées en coupant les cartes SIM de leurs installations.

Afin de réduire à néant une telle menace, et surtout d'assainir la tarification, il est nécessaire que la sortie du Bill & Keep s'accompagne dans le même temps d'une forte baisse du tarif d'interconnexion dès la première année, afin de le placer substantiellement plus bas que celui du tarif hérisson On Net.

Dans ce contexte, il existe un risque de saturation des interconnexions connectant les opérateurs fixes aux opérateurs mobiles. Cependant, ses effets peuvent être largement maîtrisés par :

- l'anticipation de production des opérateurs mobiles qui connaissent la quantité de trafic total gérée par leur réseau (hérisson ou non)
- le fait que les hérissons continueront de fonctionner et qu'il sera possible, tout comme avant, d'acheminer le trafic par ces machines ; une simple incitation économique encouragera les opérateurs fixes à migrer leur trafic au fur et à mesure des livraisons de ressources
- le fait que les ressources doivent être fournies en fonction des besoins et de manière non discriminatoire
- le fait que toutes les conséquences financières d'une saturation ou d'un retard de livraison doivent être supportés par les seuls responsables de cet état de fait

à savoir les opérateurs GSM (cf. remarque en gras plus haut). Un mécanisme de compensation financière transitoire, visant dans tous les cas à compenser les effets d'un retard de livraison (comme possible hier concernant les CAA 1G) pourra encourager les opérateurs concernés à la diligence.

Dans le cas où le Bill & Keep serait supprimé sans que les tarifs hérissons On Net ne soient inférieurs à la charge d'interconnexion fixée par l'ART dès la première année du price cap, les opérateurs alternatifs seraient exposés au risque de voir l'opérateur mobile couper la carte SIM, de manière généralisée ou ciblée ; pour parer cela, l'ART devra définir des règles et éventuellement les faire respecter par voie d'injonction afin qu'aucune atteinte grave ne soit portée aux opérateurs utilisant des hérissons.

Q4.1, Q4.2, Q4.3 : Pas de commentaires.

Q5.1 : Obligations

Q5.2.2 : Obligations imposées aux opérateurs de métropole

MCI ne se place pas dans le cas où un jour elle aurait accès à la localisation réelle de l'appelé. Cette fonctionnalité ferait intervenir des développements technologiques qui ne nous semblent ni réalistes, ni rentables à moyen terme.

Dans ce contexte, il convient d'examiner l'intérêt de maintenir deux tarifs IZA et EZA, sachant que nous ne pouvons pas choisir la prestation que nous achetons, ni ne pouvons contrôler la facturation réalisée par l'opérateur mobile.

En respectant une simple logique économique, MCI va livrer au plus près de l'appelant, si les volumes le justifient, le trafic à l'opérateur mobile interconnecté. Dès lors, une structure d'interconnexion comme celle proposée par Bouygues Télécom paraît largement satisfaisante (environ trois zones d'interconnexion). Associé avec une telle architecture technique, il est alors justifié de ne retenir qu'un seul tarif intégrant la prestation IZA/EZA au prorata de leur usage statistique relatif.

L'ensemble de prestations minimales d'interconnexion convient à MCI. Cependant, l'ART devra vérifier la rigoureuse orientation vers les coûts de celles-ci. De plus, lorsque des mutualisations sont possibles (site communs Orange/FT ou Cegetel/SFR) des infrastructures existantes devront pouvoir être réutilisées sans contrainte ni condition préalables.

Q5.2.3 : Offre de référence

MCI souligne l'intérêt de cette obligation, à la fois dans un souci de transparence et de contrôle tarifaire ; la procédure de modification d'office de l'offre de référence apparaît comme un outil de choix pour faire évoluer ces dernières et éviter de nombreux cas de règlement de différend.

Q5.2.4 : Transparence

MCI accueille favorablement cette obligation, notamment afin d'élucider les conditions tarifaires existantes entre opérateurs mobiles afin de vérifier la sortie effective du Bill & Keep ainsi que les flux entre maison mère et filiales.

Q5.2.5 : Non discrimination

Pas de commentaires

Q5.2.6 : Contrôle tarifaire

La règle en la matière est la **stricte** orientation vers les coûts pertinents hors coûts commerciaux, telle que définie dans des publications de l'ART au cours de l'année 2000.

A défaut de contrôler année après année ce coût, l'ART peut imposer un price cap pluriannuel aux opérateurs mobiles. Dans cette hypothèse et tout en conservant la possibilité de modifier l'offre de référence, notamment si les coûts diminuaient plus vite qu'anticipé, MCI situe le tarif moyen par minute à environ 5 centimes d'euro en 2007. De plus la première année de mise en œuvre du price cap devra faire en sorte que les hérissons soient dépourvus d'incitation économique, à savoir que le tarif pour 2005 ne devra pas être supérieur à 9 centimes d'euro par minute.

Bien entendu, l'ensemble des valeurs, paniers, hypothèses devront être publiés afin de faire en sorte que chacun puisse vérifier la réalité de la baisse et la stricte application du price cap.

Les prestations annexes (BPN, colocalisation etc...) devront faire l'objet à tout le moins d'un price cap ou bien d'un contrôle annuel de tarifs.

Q5.2.7 : Obligation comptables

Il convient ici de réaffirmer quelques points majeurs de mise en œuvre de cette séparation

- Transparence : les demandes de l'autorité ainsi que les éléments fournis par les opérateurs visés doivent être le plus transparents possibles (publication notamment)
- Universalité : les comptes rendus pour vérifier l'activité de terminaison doivent faire en sorte que tous les services sollicitant la terminaison (appel mobile mobile on net, off net, terminaison d'un appel provenant d'un réseau fixe tiers ou de la maison mère) soient identifiés et intégrés dans cette comptabilité. De cette façon, les aberrations tarifaires constatées hier devraient être facilement identifiables.
- Auditabilité : les valeurs fournies doivent s'accompagner d'un niveau de détail et de certification suffisant pour vérifier à la fois la réalité des chiffres mais aussi leur pertinence, notamment en ce qui concerne des critères d'efficacité économique.